

LES ÉCHOS DE L'ACPAS

FÉVRIER 2009 — VOL 1, N°1



Sommaire

Éditorial	3
Investiture de Barack Obama	4
Portaits : Marguerite Mbonimpa	6
Aimé Césaire et Barack Obama	10
Congo-Kinshasa	12
Portaits : Raoul Étongué-Mayer	14
Si un pays m'était conté : le Burkina Faso	17
Contes et légendes	20
Publications récentes	23

Le Bureau de l'ACPAS

Ancien bureau	Nouveau bureau
Président Youssou Gningue, Ph.D. Professeur Département de Mathématique et informatique Université Laurentienne	Président Bululu Kabatakaka Doctorant, Université laurentienne Directeur, Intégration culturelle Collège Boréal (Toronto)
Vice-président Melchior Mbonimpa, Ph.D. Professeur titulaire Directeur du Département des sciences religieuses Université de Sudbury Directeur du centre d'éthique	Vice-présidente Amélie Hien, Ph.D. Professeur adjoint Département d'études françaises Université Laurentienne
Trésorier Olivier Serresse, Ph.D. Professeur École des sciences de l'activité physique Université Laurentienne	Trésorier Tibila Sandiwidiwi Coordonnateur de l'accueil et de l'intégration des étudiants internationaux Collège Boréal
Secrétaire Bululu Kabatakaka	Secrétaire Victor Teumo Conseiller en développement coopératif Chef de Bureau CCO-région du Nord (Sudbury)

Relance pour un hommage et un changement

En ce mois consacré à la célébration de l'histoire des Noirs, c'est un plaisir et surtout un honneur pour moi de pouvoir, avec l'aide de mes collaborateurs, ressusciter *Les Échos de l'ACPAS*. Ce numéro est placé sous le signe de la relance d'une tribune d'expression, de l'hommage aux défenseurs de l'égalité des races et, enfin, de l'espoir pour un changement positif dans notre communauté.

La relance des *Échos de l'ACPAS*, journal qui a existé dans le temps et qui, par la suite, a disparu, vise à offrir une tribune, aussi modeste soit-elle, à tous les Sudburois, Africains et non-Africains, amis et sympathisants de l'Afrique. Cette tribune permettra, je l'espère, à la communauté sudburoise de découvrir ou de mieux connaître les professionnels africains qui vivent en son sein. Ce journal permettra aussi à tous et chacun d'accéder, entre autres, à des informations sur la politique, l'économie et la culture des différents pays d'Afrique. Enfin, je souhaite que ce journal soit un instrument qui facilite les échanges et crée des liens entre tous les Sudburois.

Est-il possible de relancer *Les Échos de l'ACPAS* en ce mois de l'histoire des Noirs sans rendre hommage à ces hommes et à ces femmes qui se sont battu(e)s et continuent de se battre pour la cause des Noirs ? Je le voudrais que je ne le pourrais pas. Alors, rendons hommage à Rosa Parks, à Aimé Césaire ainsi qu'à Nelson Mandela qui ont lutté contre la ségrégation raciale. Je voudrais aussi, comme Barack Obama et, avant lui, Martin Luther King, ce fervent défenseur des droits des Noirs, promouvoir la réconciliation et l'union des peuples en commençant par celles de tous les Sudburois, peu importe leur origine et leur couleur de peau. Célébrer le mois de l'histoire des Noirs, c'est aussi reconnaître tous les autres peuples, c'est célébrer la diversité. C'est en nous respectant les uns les autres que nous pourrions travailler tous ensemble pour un avenir meilleur. Mais, peut-on vraiment espérer un changement positif dans ce sens ? Assurément ! Cela est possible et le jeu en vaut la chandelle.

Si nos voisins du Sud, les États-Unis d'Amérique, ont élu, comme 44^e président, un Afro-Américain en la personne de Barack Obama, s'ils ont, au-delà de toute considération de couleur de peau, reconnu ses qualités et ses compétences, nous aussi, nous pouvons relever ce défi dans notre ville. Nous pouvons éliminer ces barrières inutiles qui nous empêchent d'évoluer véritablement. Nous devons profiter de tous les bras valides et de tous les esprits créatifs; nous devons être solidaires les uns des autres et donner, autant que faire se peut, à tous les Sudburois la même chance, l'opportunité de faire leurs preuves et d'apporter leur pierre à l'édification de notre ville. Lorsqu'il y aura cette ouverture d'esprit de part et d'autre – aussi bien dans la communauté d'accueil que chez les nouveaux arrivants – et que nous pourrions reconnaître nos compétences et qualités réciproques, nous aurons fait un pas dans la bonne direction. En effet, c'est en travaillant ensemble que nous pourrions bâtir une communauté plus forte et faire du Grand Sudbury un lieu où il fait bon vivre pour tous.



Par
Amélie
Hien

INVESTITURE DE BARACK OBAMA : YES, THEY CAN

Un moment de l'histoire de l'Amérique, un moment de notre histoire

Par
Fabien
Cishahayo



Ce 20 janvier, les Etats-Unis d'Amérique ont écrit une page merveilleuse de leur histoire et de l'histoire du monde, en investissant le premier président noir de leur histoire. Une nouvelle ère de l'histoire de ce grand pays que nous aimons haïr, et souvent avec de bonnes raisons : comme tous les pays grisés par leur puissance, l'Amérique bombe le torse et montre ses muscles chaque fois qu'un problème surgit, semblable en cela à cet insensé qui, ayant un marteau entre les mains, prend tous les problèmes pour des clous !

L'Amérique, une terre d'espérance

Mais l'Amérique a prouvé, en ce 20 janvier, qu'elle est encore, qu'elle est aussi, une terre d'espérance. Mieux que n'importe quel pays au monde, elle peut permettre à un enfant du droit du sol de s'installer dans la plus prestigieuse des résidences du monde – la Maison Blanche – et de présider aux destinées du plus puissant pays au monde. Comme si les États-Unis prouvaient la véracité des mots de Jean-Jacques Goldman, que l'Amérique est un continent « libre et sans grillage », que les rêves en Europe sont étroits, que « si tu as la force et la foi », tout est possible là-bas, de l'autre côté de l'Atlantique.

Oublions un instant donc l'Amérique que nous aimons haïr, celle de Guantánamo Bay, celle d'Abou Graïb, celle qui a mis fin au rêve des Chiliens incarné par Salvador Allende un certain 11 septembre 1973. Oublions l'Amérique des couloirs de la mort, l'Amérique de l'arrogance dans les Ambassades, pour les demandeurs de visas des pays pauvres, l'Amérique des néo-cons et autres idéologues obtus, désireux de remodeler le Moyen-Orient et qui veulent imposer la démocratie en l'enrobant dans des bombes aussi intelligentes que sont stupides ceux qui les balancent sur les peuples qu'ils veulent mettre à genoux. Oublions donc un instant tous les irritants et savourons ce moment où ce grand pays a donné une leçon magistrale au reste du monde, en commençant par cette France où gesticule un Sarkozy fier d'avoir chassé de son pays près de 30 000 migrants par charters entiers en 2008.

Quatre fées sur un berceau

L'investiture de Barack Obama a été comme une nouvelle naissance pour les Etats-Unis d'Amérique. Quatre fées veillaient sur le berceau du nouveau né : Abraham Lincoln, celui qui a officiellement aboli l'esclavage. En ce 20 janvier, les mots de cet illustre prédécesseur, dans le sillage duquel Obama inscrit sa présidence, résonnaient, par-delà les siècles, sur les cérémonies d'investiture : « De même que je refuse d'être un esclave, je refuse d'être un maître. Telle est mon idée de la démocratie ».

Il y avait aussi, penché sur le berceau, un autre président plus grand que nature, Franklin Delano Roosevelt, celui qui, au creux de la vague, pendant la crise économique des années 1930, a remodelé les institutions de cette république pour accoucher de l'État social et donné naissance à une économie à visage humain. C'est précisément parce que Ronald Reagan, dans les années 1980, a saccagé les acquis de l'État mis sur pied par Roosevelt, que l'Amérique est encore au creux de la vague.

Il y avait aussi, il y avait surtout, le Dr Martin Luther King, celui qui, sur les marches de ce même Lincoln Memorial le 28 août 1963, proclamait qu'il rêvait d'un pays où on ne jugerait pas un individu sur la couleur de sa peau, mais sur le contenu de son caractère. King disait rêver qu'un jour ce pays donnera son sens au mot Liberté « J'ai un rêve qu'un jour, chaque vallée sera levée, chaque colline et montagne sera nivelée, les endroits rugueux seront lissés et les endroits tortueux seront faits droits, et la gloire du Seigneur sera révélée, et tous les hommes la verront ensemble... Quand ce jour arrivera, tous les enfants de Dieu pourront chanter avec un sens nouveau cette chanson patriotique : mon pays, c'est de toi, douce patrie de la liberté, c'est de toi que je chante. Terre où reposent mes aïeux, fierté des pèlerins, de chaque montagne, que la liberté retentisse.

Le rêve de Martin Luther King a été réalisé par Obama. Ces mots puissants résonnaient sur les marches du Lincoln Memorial, quand Barack Obama a prêté serment sur la Bible qu'a utilisée Abraham Lincoln pour accepter sa charge de président de la République américaine. Héritier d'une lutte qui a été douloureuse pour les Africains américains, Obama n'a jamais caché sa dette de reconnaissance envers cette illustre lignée de martyrs qui sont morts dans la lutte pour la dignité des Noirs.

Il y avait enfin, penchée sur le berceau, une autre fée, la figure tutélaire de John Fitzgerald Kennedy, celui dont le frère, le Sénateur Ted Kennedy, 76 ans, en endossant la candidature d'Obama en ce 13 mars 2008, a comme adoubé le postulant, dans la pure tradition des chevaliers, où on remettait les armes à un candidat pour en faire un chevalier.

Les passeurs de rêve

En ce 20 janvier 2009, pendant que l'Amérique fêtait, que « tout un peuple fou dansait comme s'il allait mourir de joie » comme dirait le chanteur français Michel Sardou, j'avais en tête ces mots sublimes du discours d'Obama à la convention démocrate de Denver en août 2008, au sujet du rêve américain : « C'est cette promesse qui a toujours fait de ce pays un pays pas comme les autres. Si on travaille dur et que l'on fait des sacrifices, chacun d'entre nous peut atteindre son rêve et au-delà se rassembler dans la grande famille américaine pour s'assurer que la prochaine génération pourra à son tour poursuivre ce rêve. C'est pourquoi je suis là ce soir. Parce que depuis 232 ans (depuis l'indépendance américaine) à chaque fois que ce rêve a été menacé, des hommes et des femmes ordinaires, des étudiants et des soldats, des paysans et des enseignants, des infirmières et des balaieyeurs ont trouvé le courage de maintenir ce rêve en vie ».

Le Président Obama redonne vie au rêve américain. Quel que soit le résultat de sa présidence, quels que soient les critiques des Cassandre et des empêcheurs de rêver en rond, il aura déjà gagné les cœurs et les esprits de tous les hommes et de toutes les femmes épris de paix. Ne serait-ce que parce qu'il a mis fin à cette parenthèse tragique qu'a été la présidence de George W. Bush. Après le cauchemar américain, vivons ensemble, que dis-je ? Savourons ensemble ces moments fabuleux du rêve américain. Même si la conjoncture économique et l'héritage empoisonné de G.W. Bush ne pourront pas permettre à l'Amérique de tirer rapidement un trait sur cette période de grande noirceur.

PORTRAITS

Marguerite Mbonimpa : combativité et persévérance faites femme

Par
 Amélie
 Hien



Marguerite Mbonimpa, Maggie pour les proches, vit à Sudbury depuis près de vingt ans. Mariée et mère de quatre enfants dont trois garçons et une fille, elle est originaire du Burundi. Elle est venue rejoindre son mari qui avait obtenu un poste de professeur à l'Université de Sudbury : « C'est comme ça que j'ai abouti à Sudbury, directement de l'Afrique », dit-elle. Nous l'avons rencontrée à l'école Jeanne-Sauvé où elle enseignait à ce

moment-là et, à bâtons rompus, nous avons discuté de sa vie en Afrique et au Canada. Femme chaleureuse et dynamique, Marguerite Mbonimpa est très impliquée dans la communauté sudburoise. Nous vous laissons découvrir cette battante qui a œuvré à la mise sur pied du Cabaret africain de Sudbury, ce rendez-vous culturel annuel tant apprécié par les Sudburoises et Sudburois, nouveaux arrivants et membres de la communauté d'accueil.

A.H. Parlez-nous brièvement de la vie que vous meniez en Afrique avant de venir vous établir à Sudbury.

M.M. Je suis en fait originaire du Burundi, mais j'ai grandi au Congo (RDC), dans le sud, vers le Katanga. Mes parents avaient quitté le Burundi pour aller travailler dans les mines de Lubumbashi au Congo. J'ai fait mes études là-bas dans une école de religieuses ursulines belges. Après, je suis allée étudier dans la capitale à Kinshasa où j'ai fait la gestion des institutions de santé. Par la suite, j'ai travaillé dans une ONG dans le domaine de la planification familiale par les méthodes contraceptives modernes. J'occupais un poste assez important et j'étais appelée à voyager souvent.

A.H. Aimiez-vous cet emploi ?

M.M. Oui, parce que c'est un poste qui me permettait d'être en contact avec la communauté, les jeunes, les jeunes-filles, les étudiants. C'était un poste vraiment très intéressant.

A.H. Je vois que vous avez embrassé un autre métier à Sudbury. Parlez-nous de cela et des motivations de ce changement de carrière.

M.M. Arrivée au Canada, avec ce que j'avais étudié au Congo sur l'Administration et Gestion des Institutions de santé, je n'ai pas trouvé un cadre pour mettre en application mes connaissances. On m'a vite fait savoir que ce serait difficile de trouver un emploi dans ce domaine, d'autant plus que je ne maîtrisais pas l'anglais. Je me suis donc dirigée, calmement et simplement, sans trop chercher à comprendre, vers le service social. Avec la licence que je détenais en arrivant, j'ai fait quelques cours, trente crédits en tout, car mon diplôme avait été estimé comme un bac spécialisé. Par la suite, j'ai pu m'inscrire en maîtrise en service social.

A.H. Pourquoi n'avez-vous pas voulu apprendre l'anglais afin de pouvoir continuer dans votre domaine de départ ?

M.M. Ce n'est pas que cela ne m'intéressait pas. Cependant, je ne voulais pas de complication. J'étais occupée ailleurs.

A.H. C'est-à-dire ?

M.M. J'étais occupée à faire des enfants d'abord (rires...)

Et, je cherchais aussi à comprendre comment fonctionne la société ici. Alors, quelqu'un m'a suggéré le bénévolat. Je me suis donc investie dans des activités bénévoles pour comprendre comment la société fonctionne et comment les gens réfléchissent tout en faisant mes études en service social.

A.H. Mais pourquoi ne travaillez-vous pas non plus dans le domaine du service social ?

M.M. J'ai cherché du travail dans ce domaine, mais je n'ai jamais pu y trouver un poste permanent ici et jusqu'à présent.

A.H. À votre avis, pourquoi vous a-t-il été impossible de trouver du travail en service social alors que vous possédez un diplôme universitaire canadien dans le domaine ?

M.M. Je ne pourrais pas vous le dire avec certitude. J'ai mon idée sur la question. Je pense que les gens ne sont pas encore ouverts aux immigrants francophones noirs. Je suis arrivée à cette conclusion, car avec tous les ateliers que j'ai faits sur les jeunes gens, sur la violence faite aux femmes et malgré le fait que j'ai fait du bénévolat dans beaucoup d'associations de la place, je ne peux pas trouver une autre explication.

Jusqu'ici, je n'ai pas eu l'occasion de pouvoir m'exprimer vraiment. Les idées que les gens avançaient étaient que je ne connaissais pas la réalité des femmes francophones d'ici et que la gestion de la violence est différente, etc. Or, ce que j'ai appris dans les livres, c'est que la violence est universelle, la violence n'a pas de couleur, elle n'a pas non plus de classe sociale. M'entendre dire que je ne peux pas gérer la violence avec les femmes canadiennes françaises, je suis tombée des nues. Je pense tout simplement que c'est une question d'ouverture d'esprit.

A.H. Est-ce que vous rencontriez des problèmes concrets, lors de vos activités bénévoles, que vous ne parveniez pas à gérer ?

M.M. Mais non. Au contraire, j'étais très appréciée et on m'appelait souvent pour faire du bénévolat. Quand il s'agissait de contrat de 3 ou 6 mois, ça fonctionnait. Donc j'étais une bonne personne ressource sur le terrain, mais quand il s'agissait de trouver un travail permanent, c'était là le morceau difficile. Je peux vous dire que depuis que j'ai terminé mes études, je n'ai jamais chômé, mais c'est toujours un travail de courte durée et sous-payé que j'obtenais ici et là.

A.H. Vous avez toujours été impliquée dans la communauté. Pourriez-vous nous parler un peu de vos expériences ?

M.M. J'ai travaillé au centre de santé communautaire et on m'appelait souvent pour représenter la communauté africaine francophone immigrante. J'ai aussi fréquenté le Centre Victoria dans le cadre de la violence faite aux femmes. J'ai également travaillé à l'Université Laurentienne, au Collège Boréal, dans les écoles primaires et secondaires. Avec certaines associations des femmes, (le Club Richelieu, le Collectif des femmes, ☺

etc.), j'y allais pour donner de mon temps, pour m'intégrer, pour que les gens comprennent comment je fonctionne, mais je cherchais aussi du travail. Là où j'ai le plus travaillé, c'est au Contact interculturel francophone de Sudbury (CIFS). En fait, j'ai été parmi les personnes qui ont initié le CIFS. On était quatre personnes au départ à travailler là-bas; deux immigrantes et deux franco-ontariens. Moi j'occupais le poste chargé du programme des activités. Comme cette organisation venait de démarrer, il fallait que je crée des activités. C'est ainsi que j'ai eu l'idée de proposer au Conseil d'administration du CIFS le Cabaret africain de ce temps, « L'Interculturel, ça se fête ». De plus, j'allais chaque année dans différentes écoles pour parler d'un pays africain afin que les enfants sachent que dans d'autres pays, on parle français. J'ai travaillé à plusieurs endroits, mais je me suis plus investie au CIFS.

A.H. Si vous faites le point de vos différentes activités et implications dans la communauté, que reprenez-vous ?

M.M. Je retiens que c'est très difficile de travailler dans la communauté. De plus, si je considère la communauté immigrante noire, je dirais que sa participation n'est pas très visible. On dirait qu'elle est un peu réticente. C'est une opinion. Peut-être que c'est une question de culture aussi ou d'habitudes de vie antérieures. D'autre part, il est vrai que je n'y participe plus, mais le cabaret africain, c'est moi qui l'ai créé, qui l'ai imaginé et depuis cela fonctionne. Je suis très contente du Cabaret et je suis aussi contente que le CIFS ait fait son bonhomme de chemin. C'est pour les immigrants et je veux que les immigrants s'intègrent et se sentent bien à Sudbury, ce qui est une autre école à apprivoiser!

A.H. Donc, si vous aviez un appel à lancer aux Africains qui arrivent à Sudbury, que leur diriez-vous pour faciliter leur intégration dans leur communauté d'accueil ?

M.M. Si les gens veulent savoir comment les autres fonctionnent, que ce soit du côté des immigrants ou du côté de ceux qui nous ont accueillis, c'est de participer aux différentes activités de la place, c'est aller voir ailleurs ce qui s'y passe.

A.H. Dites-nous, pourquoi, en fait, avez-vous opté de venir vivre à Sudbury ?

M.M. Si je pouvais revenir en arrière, peut-être que je partirais ailleurs. Sudbury est une belle petite ville, mais je suis un peu amère. Vous voyez, je suis à ma dix-huitième année ici. J'ai plusieurs qualifications et je n'ai pas d'emploi permanent. Je suis amère surtout à cause de toutes ces difficultés. Lorsque tu étudies et que tu obtiens un diplôme, ce n'est pas pour rester ensuite à la maison. C'est pour pouvoir travailler et aider sa famille. Quand je venais ici, j'avais une autre idée de l'Occident, un Occident qui est accueillant et ouvert. Sur le plan de l'emploi, c'est très fermé à Sudbury. Je ne veux pas parler de l'Université où beaucoup d'immigrants travaillent; ça c'est une exception. Dans les autres domaines, c'est très très difficile. Je veux bien travailler dans le social mais... J'ai beaucoup trimé et j'ai même failli lâcher.

A.H. Est-ce pour cette raison que vous avez encore changé de carrière ?

M.M. Oui, on m'a suggéré alors d'aller dans l'enseignement. En fait, je suis enseignante de formation depuis l'Afrique car j'ai étudié la pédagogie générale avec les Soeurs ou religieuses ursulines belges... Donc, je me suis retrouvée à l'école des sciences de l'éducation à la Laurentienne. Lorsque je suis sortie de l'école, une femme qui m'appréciait beaucoup, m'a engagée et j'ai pu travailler dans une école privée. J'y ai travaillé, pendant trois ans, mais l'école a fermé, car les effectifs baissaient sans cesse. Après je suis venue prospecter dans

le conseil public. C'est une occasion pour moi de contribuer à la communauté francophone et je suis certaine que je le fais très bien.

A.H. Depuis combien de temps travaillez-vous dans cette école (Jeanne-Sauvé)?

M.M. Depuis le mois d'octobre, en remplacement d'une enseignante qui est malade. Après, je ferai de la suppléance ou je chercherai encore ailleurs.

A.H. Quels sont les défis auxquels vous devez faire face en tant qu'enseignante ?

M. M. La discipline! En fait, ce sont deux contextes très différents. Si les écoles africaines avaient les ressources nécessaires, je suis certaine qu'on aurait de beaux résultats parce que les problèmes de discipline sont moins lourds. L'autorité de l'enseignant y va de soi. Ici, il faut s'adapter à la réalité sociale présente et surtout appliquer les stratégies adéquates pour bien faire. Tu dois expliquer pourquoi tu exiges une telle attitude ou façon de faire. Tu dois mener à bien ta négociation avec tes élèves et les élèves finissent par comprendre. C'est une question en fait d'intégration dans les écoles ici. Tu ne fonctionnes pas comme en Afrique. Tu t'intègres et tu t'accultures à la réalité locale.

A.H. Voyez-vous une différence fondamentale entre l'enseignement dans les écoles africaines et dans les écoles d'ici ?

M.M. J'ai enseigné aussi en Afrique avant d'aller faire l'Administration et Gestion des Institutions de santé. Là-bas, la discipline ne pose pas tellement de problème. L'enseignant est mis sur un piédestal. Tu sens plus la soif d'apprendre chez l'élève africain quand les parents le permettent car, en Afrique, l'éducation a beau être un droit, la majorité des enfants n'ont pas les moyens d'aller à l'école. Les élèves non plus n'ont pas de matériel scolaires et cela ne les aide pas à mieux apprendre.

A.H. Merci de nous avoir accordé cette entrevue

M.M. C'était un plaisir.



**Marguerite
Mbonimpa**

NDLR : Quelques semaines après cette entrevue, nous avons appris que madame Marguerite Mbonimpa a obtenu un poste permanent comme enseignante en 2^e année à l'école primaire publique La Découverte dans la Vallée. Félicitations Maggie!

Aimé Césaire et Barack Obama : destins croisés

Par
Fabien
Cishahayo



L'année 2008 que nous venons de clôturer aura vu deux hommes — Aimé Césaire et Barack Obama — et leurs fabuleux destins se croiser.

Deux hommes, que dis-je, deux géants ! L'un entrait sur la scène de l'Histoire, l'autre en sortait pour entrer dans la légende. Aimé Césaire, le grand frère, celui qui traçait les chemins, celui qui montrait la voie. Le passeur de mémoire, l'éveilleur de consciences. Le mage. Né en 1913 dans cette

Martinique profondément marquée par l'esclavage, il s'était fait dire tout petit que les siens n'avaient pas d'histoire, n'avaient pas de culture, et parasitaient la race humaine. On ne leur reconnaissait même pas le statut d'humain. Ils avaient longtemps été des objets meubles, propriétés d'une autre personne, humaine celle-là. Dès lors, pour s'approprier son histoire et intégrer son expérience singulière à l'aventure de l'humanité, le poète commencera par s'approprier le mot nègre, qu'on lui lançait à la figure comme un crachat infâmant, l'«omnini-ant crachat». Il revendiquera sa négritude, se définira jusqu'à la fin de ses jours comme «un nègre fondamental». Mais au fond de ce cri nègre, il y avait toujours la volonté de restituer à l'humanité tous ceux qui, avec les Noirs, avaient été humiliés par l'Histoire — le Juif, l'Hindou de Calcutta, le Cafre. Cette fraternité des humiliés a fait de son combat une croisade où la haine n'a pas sa place. «Ce que je veux, disait le poète, c'est pour la faim universelle, pour la soif universelle». Quand il s'est éteint au bout de ce petit matin d'avril 2008, Aimé Césaire pouvait fièrement dire que sa mission était accomplie. Cet homme de lumière comme disait de lui un politicien français aura aidé bien des nègres et bien des humiliés à se tenir debout et à revendiquer leur apport à l'Humanité.

Aimé Césaire



Parmi eux, même si on ne peut certifier l'influence, il y a Barack Obama. Né en 1961 d'un père kenyan et d'une mère du Kansas, dans la lointaine île hawaïenne, ce brillant politicien est entré dans l'Histoire par la grande porte en devenant le 20 janvier le premier président noir de l'Histoire des États-Unis d'Amérique. Celui qui s'est installé à la Maison Blanche n'aurait peut-être pas réussi sa formidable ascension sans les combats de Césaire. Le poète martiniquais, le professeur de dignité et d'espérance, a permis de briser les carcans, de bousculer les certitudes bien verrouillées des bien pensants, de forcer les portes du destin. Il a permis la libération de la parole et tenu la main à tous ceux qui, après lui, ont assumé leur négritude et pris leur destin en main. La philosophie de la négritude, après avoir été influencée par la « Black renaissance » américaine, a payé sa dette car en retour, elle a irrigué, fécondé et catalysé la révolution silencieuse qu'a été cette dynamique de revendication des droits civils des Noirs. L'université de Miami en Floride l'a reconnu en 1987 en rendant un vibrant hommage à Césaire. En suivant cette filiation, nous pourrions dire que dans un sens, Barack Obama moissonne, dans le champ de l'Histoire, ce que le poète martiniquais, « l'homme d'ensemencement », comme il s'appelle lui-même, a semé.

La parole lumineuse de l'immense homme de culture a eu un écho inattendu, lors de la victoire électorale de Barack Obama : celui du chanteur de rap américain Jaz-Y - comme pour nous rappeler que rap signifie *rock and poetry* : « Rosa Parks s'est assise pour que Martin Luther King puisse se lever ; Martin Luther King a marché pour qu'Obama puisse courir ; Obama court pour que nos enfants puissent voler ». Destins croisés : au commencement, il y avait le grand cri nègre du martiniquais, puis vint l'exploit historique du sénateur de l'Illinois. « Ceux qui n'ont inventé ni la poudre ni la boussole » ont désormais leur place au firmament des étoiles. Ceux que l'Histoire - avec une grande hache comme dirait George Perec - a broyés, devraient recevoir cette consécration d'Obama comme un baume au cœur. Et surtout comme un appel à aller plus haut et plus loin. *Yes, we can. And the sky is the limit...*



**Le nouveau
président américain,
Barack Obama**

Congo-Kinshasa : déjà plus de six millions de morts dans des guerres pour les mines

Shimbi Katchelewa, Ph.D.
Chaire Unesco de philosophie,
Université du Québec à Montréal

La crise au Congo, en voilà une sans mystère qui prend pourtant plus que du temps à se résorber. Une crise sans mystère, c'est celle dont on connaît les principales dimensions : le fait d'un « État » en mal de transition surpris par une guerre pour les mines et deux états du monde dont l'un est la conjonction politique mondiale éclatée, l'autre l'instrumentalisation des « droits de minorités ».

À la proclamation de « l'indépendance nationale » du Congo en 1960, les analystes clairvoyants ont vite anticipé le désastre du pays comme conséquence d'un « cordon ombilical mal coupé ». Le Congo des Belges a cessé d'être le leur dans l'impréparation la plus totale des Congolais à l'auto-gouvernement et dans des conditions où les intérêts mutuels de deux pays n'étaient pas négociés de bonne foi.

Quarante ans plus tard, une autre transition fut bâclée. De la longue dictature mobutiste à la démocratie, on peut dire que la transition n'a pas eu lieu. Le pays gouverné par un seul homme, sous un mode extraverti, n'a pas favorisé la consolidation des institutions étatiques. La fonction publique a été la plus détruite, l'armée et les services de sécurité publique dégradés, l'éducation scolaire et populaire compromise. La conséquence logique est qu'aux premiers signes de fin de règne au début des années 1990, le pays s'est trouvé dans un état de transition politique impossible.

Le pays était donc livré aux prédateurs miniers. Ainsi, les guerres en cours au Congo sont des guerres étrangères pour les mines. En 1996, il fallait être un homme d'Église en rupture de ban pour affirmer comme le Père C. Janelice que le Congo était victime de nouvelles découvertes de mines de diamant et de colombite-tantalite. Aujourd'hui, tout le monde l'affirmera sans craindre de se faire moquer tant il est vrai qu'il n'y a pas que les groupes régionaux qui protègent les milices transfrontalières couvrant les pillages miniers. Des groupes en provenance de tous les États avancés ont transformé Kigali en comptoir de Coltan et de diamant congolais, constituant ainsi des sources de financement pour les rébellions dont les chefs savent qui contacter et où le trouver. À cet effet, notons que le Congo est, à juste titre, qualifié de « scandale géologique ». Avec un minimum de structure étatique et de gouvernement, ses richesses peuvent en faire une grande puissance économique en l'espace de quelques années.

Mais les structures, c'est-à-dire la régulation de la production, le contrôle financier et la redistribution des richesses n'intéressent ni les agents de la crise — entendez tous les « Seigneurs de guerre » des différents mouvements depuis 1996 et tous les commerces internationaux qui soutiennent les conflits armés — ni les institutions internationales de règlements de conflits ou de médiation.

Sur le plan international, il y a urgence humanitaire mais pas un conflit interétatique qui puisse évoquer la responsabilité d'autres États. Le Rwanda et le Congo ne sont pas en guerre, de l'avis même des autorités de Kinshasa qui parlent de rébellion plutôt que d'agression. La situation aurait été différente si le Congo réagissait en se mettant en guerre contre

le Rwanda. Mais le président rwandais, ancien commandant de l'actuel président congolais sait qu'une telle guerre est impensable.

Par ailleurs, on parle aujourd'hui du déploiement onusien le plus important de l'histoire : 17 000 casques bleus sont stationnés au Congo. Pendant ce temps, les populations se plaignent de ne pas les voir là où ils sont requis. Il va sans dire qu'avec la fin de la Guerre froide, les politiques anticommunistes qui avaient servi à consolider la dictature mobutiste ne sont plus de mise. Seuls les intérêts économiques comptent. Aucune puissance ou idéologie ne serait de quelque manière compromise par l'éclatement du sous-continent qu'est le Congo. Aux compagnies minières donc de gérer le nouvel ordre!

Dans les faits : le conflit remonte à septembre 1996 lors des premières attaques menées par une minorité ethnique à cheval sur trois pays (Zaïre, Rwanda, Burundi). La minorité réclame ou bien la nationalité - les Zaïrois à l'époque ont dénoncé le faux prétexte expliquant qu'elle ne leur fut jamais refusée - ou bien la reconnaissance du point de vue politique. Par exemple en ce qui concerne leur accès au pouvoir, les ressortissants de la minorité tutsie aimeraient se sentir valorisés au même titre que les autres politiciens. Ce à quoi les Congolais répliquent : « Commencez par manifester votre loyauté à l'égard des institutions auxquelles vous voulez vous associer ».

Cette minorité tient un discours victimiste qui évoque les hostilités antérieures au génocide rwandais : c'est ce qui lui a le plus rapporté. Des milices s'appuyant sur la « minorité » furent armées par le Rwanda avant que l'Armée patriotique rwandaise elle-même, renforcée par des mercenaires en provenance de plusieurs pays, ne vienne marcher sur le Zaïre jusqu'à la capitale. Tout cela a été bien vu sur le plan international puisque l'opinion en Occident, à en croire un reportage du Point (SRC) d'un certain 17 décembre 1997, est que la protection de la minorité impliquée dans le conflit doit être la première priorité de la Communauté internationale. Entre-temps, la tâche de prévenir le massacre de six à sept millions de Congolais a été simplement négligée.

C'est ainsi que la guerre se mène depuis douze ans sous le prétexte de protéger une minorité tutsie en danger au Congo et, par extension, au Rwanda. La guerre aux Interahamwe¹ réfugiés au Congo est donc une raison de faire la guerre selon le gouvernement de Kigali et les mafias internationales. Pourtant, si les Interahamwe sont encore au Congo, il faut se demander au service de quel gouvernement ils s'y trouvent. Plusieurs sources confirment qu'au lieu de les garder au Rwanda ou d'avoir à gérer leur détention, Kagame a choisi de les intégrer à son armée pour la « mission » rwandaise au Congo.

La guerre a trop duré pour un pays non encore remis de la dictature mobutiste. Et les mafias régionales se sont renforcées autour d'un pays que tout le monde peut exploiter à sa guise. D'alliances en contre-alliances, on ne sait plus tellement qui peut jouer le rôle moralisateur parmi les leaders régionaux. Tous les voisins du Congo ont déjà abusé de ce pays au cours de la dernière décennie. Les alternatives citoyennes sont malheureusement peu appuyées par des stratégies aguerries. La société civile, qui était très développée, peu avant la fin du règne de Mobutu, paraît aujourd'hui récupérée, ou par le gouvernement, ou par les factions parvenues à partager le pouvoir grâce aux armes. Les leaders de la société civile se sont généralement alignés. En témoignage la pléthore d'anciens militants parmi les acteurs politiques actuels.

Maintenant que même les médias occidentaux peuvent informer le monde sur les vrais problèmes du Congo, toute la question est de savoir quand les Congolais voudront passer à l'étape de leur libération : mener leur bataille juridique, mettre sur pied des mécanismes de défense civile d'appoint, etc. Quant aux puissances occidentales, on sait qu'elles ont abandonné le Congo aux multinationales tandis que le grand gagnant de cet abandon, Paul Kagame, se dit que Dieu, notre Père, choisira toujours le camp des gros bataillons.

1- Milice hutu tenue pour responsable du génocide rwandais en 1994.

RAOUL ÉTONGUÉ-MAYER

Un exemple de dévouement professionnel : enseignant dans deux continents

Par
Amélie
Hien



riginaire du Cameroun, Pr Raoul Étongué-Mayer vit au Canada depuis 28 ans. Installé à Sudbury depuis 1990, il est professeur titulaire au Département de géographie de l'Université Laurentienne. Depuis, il s'implique au plan académique sur deux fronts : le Canada et l'Afrique. Le professeur Étongué-Mayer s'est prêté à quelques-unes de nos questions dont nous vous livrons la substance.

A.H. Est-ce que Sudbury est votre première destination au Canada, si non dans quelles autres villes canadiennes avez-vous vécu ?

R.E-M. Sudbury est la troisième ville que j'ai habitée au Canada, après Sherbrooke, de 1981 à 1984 et la ville de Québec où j'ai vécu 1985 à 1990. Je suis arrivé à Sudbury en juillet 1990.

A.H. Pourquoi avez-vous décidé de venir vivre à Sudbury en fin de compte ?

R.E-M. C'est parce que j'y ai trouvé mon gagne-pain. C'est à Sudbury que j'ai eu mon premier emploi permanent. Je suis entré en fonction le 1^{er} juillet 1990 au Département de géographie à l'Université Laurentienne.

A.H. En comparant Sudbury à Sherbrooke et à Québec, les deux autres villes que vous avez habitées, qu'est-ce qui fait la spécificité de Sudbury ?

R.E-M. C'est une petite ville régionale, comme vous le savez, où la convivialité est toujours présente, ce que vous ne trouvez pas nécessairement à Sherbrooke et à Québec.

A.H. Vous êtes à Sudbury depuis un bon bout de temps maintenant, comment percevez-vous l'interaction entre la communauté d'accueil et les nouveaux arrivants de l'Afrique ?

R.E-M. Je dirais qu'elle est excellente dans la mesure où après avoir vécu à Sudbury pendant un peu plus de 18 ans, je n'ai jamais connu de tension entre les Néo-Canadiens d'origine africaine et les Canadiens de souche ou les autres Canadiens. Cette convivialité n'est pas toujours présente dans les autres villes, car on peut voir à la télévision qu'il y a souvent des tensions raciales; ce que nous ne voyons pas à Sudbury.

A.H. Sur le plan professionnel, quels sont les défis auxquels vous devez faire face ?

R.E-M. Je m'étais promis dès le début de ma carrière de devenir professeur titulaire en dix ans. Il me fallait par conséquent me doter d'une solide réputation de professeur et de chercheur en travaillant de manière acharnée et soutenue. J'ai réussi à le faire. En ce moment, il me reste d'importantes publications à terminer. Donner un peu de ce que j'ai à l'Afrique me préoccupe toujours.



Pr Raoul
Étongué-Mayer

A.H. Êtes-vous impliqué dans des activités au sein de la communauté sudburoise ?

R.E-M. Pendant de nombreuses années, j'ai fait du communautaire, mais j'ai décidé maintenant de ne plus en faire, parce que je n'en ai plus le temps. Le dernier poste que j'ai occupé, c'était au Centre de l'enfance et de la famille où j'étais membre du conseil d'administration jusqu'à récemment.

A.H. Pouvez-vous nous dire un peu plus long sur votre manque de temps, est-ce que ce sont vos cours qui vous occupent tant ?

R.E-M. En fait, je suis parti en permanence, je suis rarement sur place. Vous ne pouvez pas diriger une organisation communautaire ou être membre d'un conseil d'administration, si vous êtes souvent absent. Pour moi, la meilleure chose qu'il y avait à faire était de dire non. Quand je cesserai de voyager, je reprendrai éventuellement certaines des activités que j'ai dû abandonner.

A.H. Vous dites que vous êtes rarement sur place. Où allez-vous et pourquoi partez-vous ?

R.E-M. Je voyage dans le cadre de mon travail. Je vais enseigner en Afrique assez souvent, entre autres, au Maroc, au Sénégal, en Côte-d'Ivoire et au Cameroun.

A.H. Jusqu'à quel point est-il important pour vous de maintenir des liens avec l'Afrique ?

R.E-M. C'est essentiel. Je suis un enfant de l'Afrique et je le resterai. De plus, il faut bien que je retourne un peu de ce que j'ai reçu de l'Afrique à ce beau continent qui a besoin de tous ses enfants.



A.H. Avez-vous des projets de recherches particuliers dans les pays dans lesquels vous allez travailler en Afrique ?

R.E-M. Je n'ai pas de projet de recherche en tant que tel. Je vais dans le cadre de missions d'enseignement ou de soutenances de thèses. Alors, quand on m'invite à être membre d'un jury, j'y vais, je fais mon travail et je quitte. À Dakar, je codirige deux étudiants avec des collègues qui sont sur place là-bas. Cela me fait plaisir de me retrouver de temps en temps avec eux et de partager.

A.H. Si vous partez pour des codirections ou des soutenances de thèses, cela sous-entend-il qu'il y a un manque de compétences ou de personnel en Afrique dans ce domaine ?

R.E-M. Non, je ne voudrais pas dire ça. Le problème ne se pose pas de cette manière. Je ne dirai pas qu'il y a un manque de compétence. Cependant, l'Afrique a besoin de tirer le maximum de sa diaspora. Et si on se rend disponible, l'Afrique est toujours là pour nous accueillir. C'est de cette manière que je vois les choses, car dire qu'il n'y a pas d'expertise en Afrique, ce serait aller un peu trop loin. Les collègues qui sont sur place là-bas font un excellent travail, mais si nous leur apportons notre expérience nord-américaine, ils sont très heureux de nous avoir avec eux.

A.H. Vous arrive-t-il de songer à retourner en Afrique ou votre décision est-elle prise de demeurer pour de bon au Canada ?

R.E-M. On est tiraillé entre rester et repartir, mais j'ai appris qu'il ne faut jamais dire : fontaine, je ne boirai plus de ton eau. Je suis là et je me plais bien à Sudbury. Quand je suis en Afrique, je m'y plais très bien également, mais on ne sait jamais...

A.H. Si vous aviez les moyens financiers et le temps nécessaire, quel serait votre projet de vie ?

R.E-M. Je passerais six mois au Canada et six mois en Afrique à enseigner et à faire de la recherche.

A.H. Auriez-vous un dernier mot à l'endroit des professionnels africains vivant à Sudbury ou à l'endroit de la communauté d'accueil qui les voit évoluer en son sein ?

R.E-M. Je demanderais à l'ACPAS et à tous les Africains qui sont à Sudbury de vivre un peu plus de manière communautaire et de cesser de penser aux individualités. Il faut que les gens trouvent comment faire pour vivre ensemble, afin de rendre leur communauté un peu plus dynamique. Je pense que nous ne faisons pas assez, compte tenu de tout le potentiel que nous avons.

A.H. Auriez-vous des suggestions plus concrètes pour redynamiser cette communauté ?

R.E-M. Il faut que les gens apprennent à se connaître, qu'ils se rencontrent assez souvent et qu'ils soient solidaires les uns des autres.

A.H. Merci de nous avoir accordé cette entrevue.

R.E-M. C'est moi qui vous remercie.

Le pays des Hommes intègres



Le Burkina Faso est un pays situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest sur une superficie d'environ 274 200 km². Burkina Faso signifie : patrie des femmes et des hommes intègres, courageux et respectables. Ce pays compte un peu plus de 13 millions d'habitants dont 52 % de femmes. Ouagadougou, la capitale, est situé au centre du pays et compte environ 1 500 000 habitants.



Par
Amélie
Hien

Les pays limitrophes du Burkina Faso sont :

- Au nord et à l'ouest, le Mali
- À l'est, le Niger
- Au sud, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin



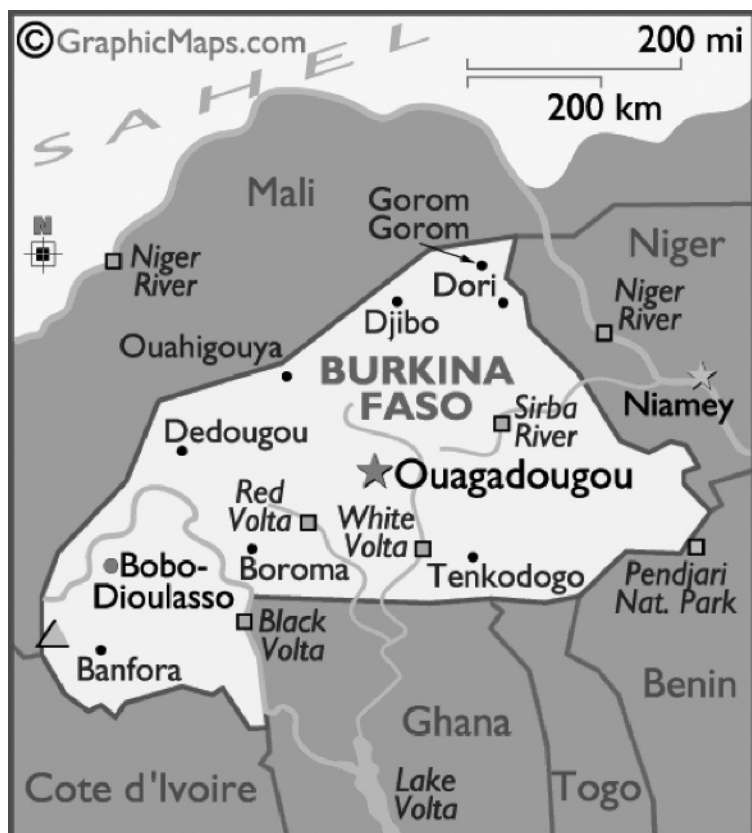
Sur le plan climatique, c'est un pays chaud et sec. On peut y distinguer trois saisons : une saison fraîche – la période de l'harmattan – de novembre à février, une saison chaude de mars à juin et une saison pluvieuse allant de juin à octobre.

En ce qui concerne le système économique, celui-ci est fragile. Les importations croissent et les exportations relativement modestes et peu diversifiées concernent surtout des produits bruts ou seulement semi-transformés. L'économie repose essentiellement sur l'agriculture qui est, du

reste, encore loin de satisfaire tous les besoins de la population. Les systèmes éducatif et sanitaire quant à eux sont encore inaccessibles à la majorité des Burkinabè.

Sur le plan linguistique, le Burkina Faso, ancienne colonie française jadis appelée Haute-Volta, a comme langue officielle le français, même si cette langue n'est parlée que par une minorité de Burkinabé, environ le quart de la population.

En dehors du français, le pays compte une soixantaine de langues nationales d'envergure différente et réparties au sein de trois familles : gur, mandé et ouest-atlantique. Bien qu'il soit possible de recevoir des services à l'oral dans certaines des langues na- ➤



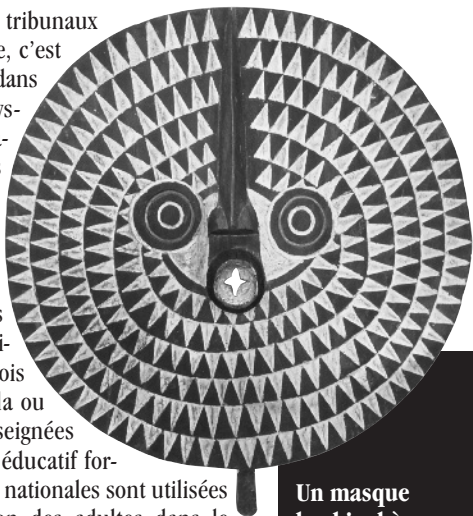
Un baobab
majestueux
de Gaoua



tionales dans des sphères comme les tribunaux ou l'administration gouvernementale, c'est le français qui est la langue en usage dans les documents écrits au sein des systèmes judiciaire, législatif, administratif et éducatif. Toutefois des efforts sont faits pour promouvoir les langues nationales. À ce titre, on peut noter l'introduction récente d'écoles bilingues qui commencent l'enseignement dans les langues nationales retenues à cet effet et qui le poursuivent ensuite en français. De même, trois langues nationales (le mooré, le jula ou julakan et le fulfuldé) sont enseignées comme disciplines dans le système éducatif formel. Par ailleurs, environ 22 langues nationales sont utilisées pour l'alphabétisation et l'éducation des adultes dans le secteur de l'éducation non formelle.

Sur le plan culturel, plusieurs activités d'envergure nationale et internationales agrémentent la vie au Burkina Faso. Au nombre de celles-ci il y a les deux incontournables que sont le Salon international de l'artisanat de Ouagadougou (SIAO) et le Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO). Le SIAO qui a lieu toutes les années paires au cours de la dernière semaine du mois d'octobre réunit des acteurs — locaux et étrangers — du secteur de l'artisanat (maroquinerie, textile, vannerie, sculpture du bronze et du bois, bijouterie, antiquités, etc.) et attire des visiteurs du monde entier. Quant au FESPACO créé depuis 1969, il est organisé toutes les années impaires, au mois de février. À cette occasion, de nombreux films africains sont mis en compétition et projetés dans les différentes salles de cinéma de la capitale pour le bonheur de cinéphiles provenant de divers horizons.

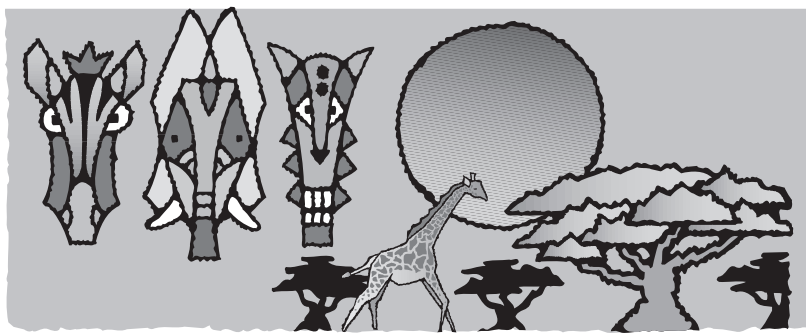
Le Burkina Faso est un pays en développement où les habitants, malgré les faibles ressources dont la plupart d'entre eux disposent, ont une joie de vivre palpable et contagieuse. Vous voulez visiter le Burkina Faso ? Pour les questions de visa, vous trouverez une ambassade à Ottawa de même que des consulats dans plusieurs grandes villes canadiennes comme Montréal et Toronto.



Un masque burkinabè



La gare de train à Bobo-Dioulasso



CONTES ET LÉGENDES

La légende baoulé

Dil y a longtemps, très longtemps, vivait au bord d'une lagune calme, une tribu paisible de nos frères. Ses jeunes hommes étaient nombreux, nobles et courageux, ses femmes étaient belles et joyeuses. Et leur reine, la reine Pokou, était la plus belle parmi les plus belles.

Depuis longtemps, très longtemps, la paix était sur eux et les esclaves mêmes, fils des captifs des temps révolus, étaient heureux auprès de leurs heureux maîtres.

Un jour, les ennemis vinrent nombreux comme des magnans. Il fallut quitter les paillotes, les plantations, la lagune poissonneuse, laisser les filets, tout abandonner pour fuir.

Ils partirent dans la forêt. Ils laissèrent aux épines leurs pagnes, puis leur chair). Il fallait fuir toujours, sans repos, sans trêve talonné par l'ennemi féroce.

Et leur reine, la reine Pokou, marchait la dernière, portant au dos son enfant. À leur passage l'hyène ricanait l'éléphant et le sanglier fuyaient, le chimpanzé grognait et le lion étonné s'écartait du chemin.

Enfin les broussailles apparurent, puis la savane et les rôniers et, encore une fois, la horde entonna son chant d'exil :

Mi boun Ano, Mi boun Ano,blà ô

Ebolo nigué, mo ba gnan min –

Mon mari Ano, mon mari Ano, viens,

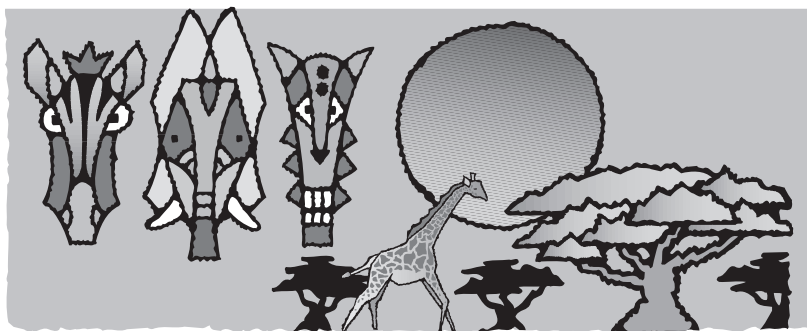
Les génies de la brousse m'emportent.

Harassés, exténués, amaigris, ils arrivèrent sur le soir au bord d'un grand fleuve dont la course se brisait sur d'énormes rochers. Et le fleuve mugissait, les flots montaient jusqu'aux cimes des arbres et retombaient et les fugitifs étaient glacés d'effroi.

Consternés, ils se regardaient. Était-ce là l'Eau qui les faisait vivre naguère, l'Eau, leur grande amie ? Il avait fallu qu'un mauvais génie l'excitât contre eux.

Et les conquérants devenaient plus proches.

Et pour la première fois, le sorcier parla : « L'eau est devenue mauvaise, dit-il et elle ne s'apaisera que quand nous lui aurons donné ce que nous avons de plus cher. » Et le chant d'espoir retentit :



CONTES ET LÉGENDES

*Ebe nin flê nin ba
Ebe nin flâ nin nan
Ebe nin flê nin dja
Yapen'sè ni dja wali*

Quelqu'un appelle son fils
Quelqu'un appelle sa mère
Quelqu'un appelle son père
Les belles filles se marieront

Et chacun donna ses bracelets d'or et d'ivoire, et tout ce qu'il avait pu sauver. Mais le sorcier les repoussa du pied et montra le jeune prince, le bébé de six mois : «Voilà, dit-il, ce que nous avons de plus précieux.»

Et la mère, effrayée, serra son enfant sur son cœur. Mais la mère était aussi la reine et, droite au bord de l'abîme, elle leva l'enfant souriant au-dessus de sa tête et le lança dans l'eau mugissante.

Alors les hippopotames, d'énormes hippopotames émergèrent et, se plaçant les uns à la suite des autres, formèrent un pont et sur ce pont miraculeux le peuple en fuite passa en chantant :

*Ebe nin flê nin ba
Ebe nin flâ nin nan
Ebe nin flê nin dja
Yapen'sè ni dja wali*

Quelqu'un appelle son fils
Quelqu'un appelle sa mère
Quelqu'un appelle son père
Les belles filles se marieront

Et la reine Pokou passa la dernière et trouva sur la rive son peuple prosterné.

Mais la reine était aussi la mère et elle put dire seulement « baouli », ce qui veut dire : l'enfant est mort.

Et [c'est grâce à] la reine Pokou [que] le peuple garda le nom de Baoulé.

Bernard Dadié
Légendes africaines



CONTES ET LÉGENDES

Une leçon africaine de leadership : servir son peuple, quel qu'en soit le prix

Le texte de la légende baoulé m'a toujours fasciné. Voilà un leader, femme de surcroît, qui, comme la Grande Royale dans l'Aventure ambiguë de Cheikh Hamidou Kane, prend en mains le destin de son peuple à un moment crucial de son histoire. Le sort de la collectivité est en effet en jeu. Le peuple est à la croisée des chemins. Arraché à son milieu de vie — à son biotope ou à son écosystème naturel comme diraient les écologistes, ces frères humains, qui ne s'appellent pas encore baoulé regardent leur leader en attendant qu'il trouve une solution contre le désastre : les éléments sont déchaînés et les ennemis menacent d'anéantir le peuple.

La Reine Pokou est interpellée par le sorcier pour faire un sacrifice pénible : jeter son fils, le prince héritier, dans la rivière déchaînée, pour calmer les esprits de l'eau. Le cœur serré, elle obéit aux obligations que lui impose son rang. Noblesse oblige. Elle sacrifie son enfant, pour la survie de la collectivité. La raison d'État — celle qui ne raisonne pas dit-on — l'a mise devant une alternative bien cruelle, mais elle a préféré le bien commun, la survie de la collectivité, contre l'intérêt égoïste. Historiquement, le grand Samory Touré a fait un choix similaire : sacrifier son fils pour que triomphe la lutte contre le colonialisme français.

Au moment où, sur le continent, s'instaurent de plus en plus, dans bien des républiques, des traditions funestes de dévolution dynastique — du Togo au Congo (où c'est déjà fait) en passant par le Gabon, le Sénégal, l'Égypte (où les dirigeants rêvent de le faire), la Reine Pokou donne une leçon d'abnégation et de responsabilité, à contrecourant de ces pratiques antidémocratiques. La légende rencontre et questionne l'Histoire. Mais hélas, les humains n'écourent pas les leçons de l'Histoire pas plus qu'ils n'écouteront celles de la légende...

Fabien Cishahayo

PUBLICATIONS RÉCENTES

ACPAS — FÉVRIER 2009 — VOL. 1, NO 1



Melchior Mbonimpa
La terre sans mal

Prise
de parole
Roman

La terre sans mal (roman)

Sudbury, Prise de parole

Mbonimpa Melchior
(2008)



Fabien Cishahayo

**BURUNDI: LIBERTÉ,
JE CRIE TON NOM**

Mémoires d'un hacktiviste (2003-2007)

Les Éditions de l'Intuition

Liberté, je crie ton nom. *Mémoires d'un* *hacktiviste*

Montréal, Éditions de l'Intuition

Fabien Cishahayo
(2008)



**Les échos de l'ACPAS est réalisé par
l'Association culturelle et
professionnelle africaine de Sudbury,
sous la direction d'Amélie Hien.**

Imprimé à 500 exemplaires.

Maquette et mise en page par Limaj

ISBN : 978-0-88667-075-7

Équipe de la rédaction

Amélie Hien, Ph.D.
ahien@laurentienne.ca

Melchior Mbonimpa, Ph.D.
mmbonimpa@laurentienne.ca

Fabien Cishahayo
fcishahayo@sudbury.ca

L'Association culturelle et professionnelle
africaine de Sudbury (ACPAS) présente
le Burkina Faso

Découvrez le Burkina Faso à travers ses œuvres d'art

**Exposition : sculptures de bois et de bronze,
batiks, instruments de musique, masques, etc.**

**Où : Grand ciel bleu - La librairie du Nouvel-Ontario
93, rue Durham à Sudbury**

Quand : du 20 au 28 février 2009

Informations : ahien@laurentienne.ca ou 705-525 2148



MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS

EN L'HONNEUR
DE NOS BÉNÉVOLES

Le samedi 28 février 2009 à 18 h

Grand Salon de l'Université Laurentienne

Au programme

- Dîner
- Danse et poésie
- Spectacle de Kwesi Selassie
- Autres surprises

Billets

15 \$ étudiants
20 \$ adultes

Pour de plus amples renseignements : 705-670-8105 • cifs@cifs.ca

